LES DÉFINITIONS DE « ESPÈCES » ET DE « NUMÉRAIRE »

Normand LECLERC

Volume 109, numéro 3, décembre 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1045574ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1045574ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Éditions Yvon Blais

ISSN

0035-2632 (imprimé)

2369-6184 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

LECLERC, N. (2007). LES DÉFINITIONS DE « ESPÈCES » ET DE « NUMÉRAIRE ». *Revue du notariat*, 109(3), 469–498. <https://doi.org/10.7202/1045574ar>

LES DÉFINITIONS DE « ESPÈCES » ET DE « NUMÉRAIRE »

Normand LECLERC*

1. INTRODUCTION	471
1.1 Intérêt théorique.	472
1.2 Utilité didactique	475
2. LES ESPÈCES – RECHERCHE JURILINGUISTIQUE . . .	475
2.1 Entrée en matière	475
2.2 Définitions proposées	480
3. LE NUMÉRAIRE – RECHERCHE JURILINGUISTIQUE . .	489
3.1 Entrée en matière	489
3.2 Propédeutique linguistique	490
3.3 Définition suggérée	494

* Notaire à Québec, chercheur.

1. INTRODUCTION

Les biens économiques élémentaires ont une large importance dans la vie juridique courante des praticiens, mais sont demeurés en marge de la littérature des traités en raison des difficultés conceptuelles qu'ils soulèvent et de l'origine lointaine de leur emploi courant. En effet, l'argent a largement précédé les systèmes de droit contemporains. L'anthropologie révèle qu'il fut développé plusieurs millénaires avant les classiques grecs et latins, en même temps que la notion de nombre, dont l'évolution est rapportée à nous depuis l'avènement de l'écrit. Pour sa part, la notion de capital se serait raffermie depuis la révolution industrielle, profitant d'un engouement à confondre la somme principale et les moyens de production industrielle des biens acquis par telle somme, où le prix adossé à un bien est rapporté à un bien quelconque dans l'ensemble des prestations, hypostasiant le temps à venir requis pour écouler les biens sur un marché en taux d'intérêt. La monnaie est donc perçue comme une notion primitive, objet de droit sans définition, connue et acceptée par tous. Le capital pour sa part est le fruit de l'arithmétique élémentaire structurant le compte rendu d'informations comptables à propos des patrimoines.

Le projet de *Lexique des biens économiques*, dont on donnera exemple ici des entrées lexicales *espèces* et *numéraire*, fait suite à un effort de rédaction proposant – au Comité de rédaction du *Dictionnaire de droit privé* développé sous les auspices du Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, appuyé de ses partenaires – une stratégie de définition des deux termes élémentaires des biens économiques, *monnaie* et *argent*, mots du lexique qui sont généralement évités par les lexiques juridiques puisqu'ils posent l'épineuse difficulté de la réification du discours juridique, où la promesse de somme d'argent est devenue par son incorporation dans le titre même de l'effet de commerce, la chose prestée. Or, l'on sait que la thèse de réification n'est pas généralisable aux écritures en compte bancaire, mobilisées par virement, ni applicable à la monnaie de papier qui est exclue des effets de commerce depuis 1967. Et il convenait d'arrimer ces deux notions à d'autres, en offrant une suggestion de définition des termes *espèces*, *numéraire*, *contrepartie*, *capital*, *effet de commerce*, *liquidité*, etc.

En offrant des définitions, commentées de remarques plus nombreuses que ce que ne le permet le format même d'un dictionnaire, ce travail sert à la fois à documenter les travaux du lexicographe à propos des entrées d'un dictionnaire juridique qu'à situer le lecteur dans les difficultés intellectuelles que soulèvent ces concepts juridiques. Ces travaux s'inscrivaient dans les travaux antérieurs du chercheur : ces approches suggérées de définition répondent à des difficultés déjà documentées par ailleurs en sa thèse doctorale.

En proposant de telles définitions, le chercheur vise à composer avec certaines difficultés formelles rencontrées pour ces termes, difficultés qui témoignent que la notion d'objet en droit, terme d'un prédicat autre qu'un terme nommant un sujet, est parfois confondue avec celle de prédicat même, d'où une réification maladroite du discours pourtant mieux expliquée et plus généralisable par la notion simple de définition récursive, analysée comme arriimage entre elles des modalités de nécessité et de non-nécessité. Ainsi, lorsqu'un prédicat est défini en termes de lui-même ou en termes d'un terme référant en retour à lui-même, le cadre d'analyse conceptuelle traditionnellement offert – l'objet – soulève des contradictions, pourtant évitables si l'on comprend que le domaine de la définition est plus large que ce que l'on suppose traditionnellement.

1.1 Intérêt théorique

Les définitions offertes se veulent des exemples concrets de stratégies permettant d'élargir notre compréhension du domaine de la définition juridique. L'on comprendra que de telles définitions ne sont pas normatives au sens où leur auteur chercherait à les faire admettre en tant que telles ; plutôt elles sont une exploration des modes possibles d'expression de normativité juridique. Une telle exploration est de mise pour les termes du vocabulaire juridique puisés au contexte économique puisque ce contexte déborde du domaine des relations finies en les articulant en une large interdépendance : pour l'argent la créance de l'un, déposant, est la dette de l'autre, dépositaire institutionnel, qui est à la fois la créance de ce dernier prêtant à un autre débiteur.

L'argent étant circulaire par intermédiation, inévitablement tel appui de notions l'une sur l'autre s'exprime par des définitions tautologiques, une logique de la complémentarité des notions s'exprimant souvent par la négation. En effet, la vie économique

étant de prime abord la capacité de choisir comment placer ou dépenser l'argent, cette liberté est formulable dans l'abstrait d'hypothèses complémentaires : si l'un s'oblige, il doit, s'il exprime ne plus devoir en payant, il ne doit plus, mais par nominalisme monétaire le récipiendaire de la somme d'argent peut la devoir encore, s'il s'oblige. Et ainsi de suite. Cette circularité se généralise par un passage au suivant, par la modalité d'être possible de ne pas devoir la somme.

L'objet de l'obligation pécuniaire – le montant – opère par appel mutuel du prédicat, dans la modalité même : devoir, ne pas devoir. La fin d'une somme due est le début libre d'une autre, par dépôt, prêt ou achat. La libération de la somme se soldant, dans la vie économique courante des sujets de droit, en un choix libre de consommation ou d'épargne, en ce contexte se soulève rapidement la vieille problématique de la dualité dans le discours juridique. Cette problématique résulte, bien sûr, de la différence entre l'avenir et le passé pour des personnes se situant au fil du temps. Si la notion d'objectivité n'admettait que les définitions où le terme défini ne se retrouve pas dans la définition, alors les objets du discours ne pourraient être situés dans le temps par le discours, puisqu'un même concept en sa phase première, seconde, troisième, etc. ne pourrait être décrit. Par contre, si, outre la définition conceptuelle objective traditionnelle, l'on ne connaît que le concept défini en termes de lui-même, alors le mode de définition nécessite la signification du concept qu'il pose – la définition se réifie elle-même et ce faisant change la notion même de vérité (l'existence du référent se métamorphose en réitération d'un terme autologique, celui dit *vrai* lorsqu'il est dit à propos de lui-même) –, excluant d'un même jet la modalité de non-nécessité, excluant un passage par la libération de l'obligation.

Cette problématique, portée jusqu'à nous par la théologie et la philosophie, requiert de poser le terme extinctif d'un phénomène en tant que son début possible : c'est la suggestion blanchie par les siècles sur l'argent. Or, cette difficulté du domaine de la définition, étendue à la définition circulaire, est retrouvée dans maintes définitions du contexte économique. La monnaie permet d'y situer la capacité d'éteindre une somme avant même que l'on accepte de la devoir, situant *a priori* l'éventuelle somme due dans la faculté (possibilité de ne pas), faculté posée devant le concept depuis lequel elle est elle-même définie par négation, rendant ainsi possible le déni à venir de la somme due. En sa faculté, la notion de libération laisse à

chacun l'exercice libre de l'engagement, suspendant d'ici là la décision – ni dépenser ni investir –, opérant la césure entre la somme nécessaire désormais éteinte et dès lors non nécessaire et la prochaine que l'on pourrait accepter de devoir, ajournant cette dernière en simple éventualité à venir jusque-là non déterminée. Comme l'argent en banque est circulaire, puisque le dépositaire institutionnel opère le retournement de son rôle de débiteur en celui de créancier – prêtant à son tour les dépôts –, il faut bien que le moment du paiement de la somme soit remarquable, marquant le renouveau qu'appelle la fin de la somme.

Cette tournure de définition où la nécessité prend naissance depuis sa fin est proprement juridique, au contraire des mathématiques où le nombre est réel – celui-là même de l'économiste modélisant l'économie. Pour le juriste, le nombre de justice procède par alternance entre deux infinis, traduits en droit privé par l'opposition entre la nécessité de l'obligation et sa libération invitant à la dette en monnaie nouvelle. Pour l'économiste, le nombre réel se fonde lui-même, son zéro est la tendance qui préexiste, nécessairement nécessaire.

Cette tournure de définition juridique se retrouve en maints autres contextes, où l'historicité compte, où l'avenir n'est pas réductible à la tendance passée. Elle a eu son poids en droit canadien où, une Couronne ayant traditionnellement été perçue comme la continuité nécessaire d'un régime juridique, détachée de celle britannique, il fallait situer en cette césure le renouveau de sa monarchie constitutionnelle. Il importe donc de reconnaître que la forme des définitions permet de porter un éclairage neuf sur le discours juridique existant, permet aussi de s'inscrire ou de se démarquer du discours passé, et offre aux générations ultérieures l'opportunité d'approfondir leur corpus en observant l'articulation entre elles des définitions, ce que fait notre Cour depuis déjà longtemps en se motivant abondamment.

L'élaboration de définitions des biens économiques permet de donner exemple de cette méthodologie par des définitions qui cherchent à être descriptives, tout en détaillant leurs interrelations, dépendances fonctionnelles formulant un environnement juridique. Se réservant à un effort de compréhension, l'autorité d'un tel exercice se limite à sa capacité de poser une explication articulée à ce qui n'offrait guère de prise dans le paradigme traditionnel d'analyse de l'objet de l'obligation.

1.2 Utilité didactique

Exposer, par les notions élémentaires de la linguistique – discours sur les discours – une propédeutique susceptible d'abstraire les relations de droit privé pour en structurer la compréhension des étudiants et peut-être en faciliter l'exposition en enseignement ou en jurisprudence. Un tel exposé offre l'une des grilles de lecture, susceptible de rapprocher les perspectives à propos du droit civil et de la common law en offrant des notions formelles neutres pour aborder ses discours. Ce faisant, offrir un moyen d'éviter à avoir à opérer la clôture du discours juridique sur lui-même, ce qui tend à respectivement isoler les deux cultures juridiques canadiennes.

La linguistique analytique offre un cadre d'analyse adéquat d'un tel exposé puisqu'elle a, depuis des sources académique et philosophique communes au droit, généralement posé ses rudiments en les mêmes termes que le droit (concept, objet, relation), ce dernier s'appuyant aussi sur une analyse lexicale et grammaticale de sa langue. Cette approche est aussi de mise en common law, identifiée sous le vocable anglais de *Jurisprudence*.

Le cadre méthodologique du chercheur étant exposé, voyons maintenant, par les exemples des mots *espèces* et *numéraire*, comment l'éclairage linguistique permet d'analyser avec plus de profondeur la notion d'ensemble à laquelle nous convie le terme *espèce*.

2. LES ESPÈCES – RECHERCHE JURILINGUISTIQUE

La langue maternelle conserve, pour le mot *espèce*, la mémoire d'une vieille réflexion, parvenue à nous par la scolastique, distinguant les diverses acceptions du terme : le caractère essentiel, la classification apodictique et l'antique pièce de monnaie frappée à l'effigie du monarque. Ces diverses acceptions sont issues d'une vieille réflexion sur la notion de substance ; il importe d'en retenir le fil pour clarifier les significations.

2.1 Entrée en matière

Un prochain dictionnaire du droit des biens offre l'occasion de préciser le terme *espèces*, qui au dictionnaire des obligations prend la seule acception retenue de la monnaie de papier ou de métal, sans en faire l'ancrage depuis les termes plus généraux de la langue commune. Or, en droit, l'emploi législatif du terme *espèces* est asso-

cié à d'autres termes, comme le mot *qualité*, d'une façon telle qu'il peut inviter des suggestions confuses. Cela fut remarqué il y a déjà un siècle par Mater¹. De plus, depuis son régime d'inconvertibilité adopté dans les années 1970 sous la pression de la flambée des prix de l'or noir, la monnaie fut décrochée de tout référent or ou étalon-or. Il est donc approprié de rafraîchir la définition de *espèces* de remarques circonstanciées.

Au dictionnaire des obligations des lexiques juridiques canadiens bilingues², le terme « espèce » est défini ainsi.

ESPÈCES *n.f.pl.*

(*Obl.*) Monnaie de papier ou de métal ayant cours légal. « Distinction entre l'obligation en espèces et l'obligation en nature – [...] la distinction [...] s'impose en pratique entre le paiement d'une somme d'argent et celui de l'obligation en nature » (Tancelin, *Obligations*, n° 1139, p. 592).

Occ. Art. 1579 C.c.Q. ; art. 1779 C.c.B.C.

Rem. La monnaie ayant cours légal consiste dans les billets et pièces émis par la Banque du Canada (art. 7 et 8, *Loi sur la monnaie*, L.R.C. (1985), c. C-52).

Syn. argent, numéraire. **V.a.** paiement en espèces.

Angl. cash+, specie.

Cette définition comporte d'abord une redondance, sans indiquer sur quoi l'on veut insister ; une monnaie est par définition celle déclarée pour l'avenir avoir cours (jusqu'à déclaration contraire), celle destinée à circuler au Canada. Une monnaie qui n'a plus cours est plutôt un objet de collection, traité comme une médaille. Voulant illustrer les espèces, pièces et billets servant au paiement au comptant d'argent, la citation choisie évoque plutôt la distinction entre la prestation pécuniaire et celle en nature. Et une remarque si succincte ne discerne pas la nécessité de la métonymie glissant du concept de sous-ensemble d'un genre à la notion d'argent sous forme de pièces de monnaie ayant cours. L'étymologie offre encore une piste, que nous allons suivre, à propos de ce lien entre les pièces de monnaie et les espèces. À l'époque de la philosophie scolastique, le mot latin *species*, signifiant au sens propre la vue, le regard,

1. André MATER, *Traité juridique de la monnaie et du change*, Paris, Librairie Dalloz, 1925, p. 16.

2. CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PRIVÉ ET COMPARÉ DU QUÉBEC, *Dictionnaire de droit privé et lexiques bilingues – Les obligations*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2003, p. 143. Cette recherche n'exprime que la perspective de son auteur.

marqua, par glissement du sujet à l'objet – l'aspect, l'apparence et le substitut mental d'un objet –, donc le signifié. Ainsi la pensée subjective, cette vue s'objective elle-même, réflexivement³. Remarquons au passage que le marc (en allemand *mark*) est aussi le nom d'une devise, partageant son étymologie avec marquer, mettre un signe pour reconnaître.

La nuance est donc encore là, entre l'apparence sensible constatée par un sujet sur un objet donné et la marque pour imputer, inscrire une signification. Pour le nombre ce signifié est la quantité, pluralité ou grandeur d'une chose, ou le montant, substitué en contrepartie pécuniaire à toutes choses. Les deux signifiés, l'apparence constatée en quantité et le signe de reconnaissance d'une prochaine occurrence de quelque prestation, ne sont pas perdus. Le nombre, qui caractérise un ensemble par la quantité par rapport aux éléments qu'il contient à l'instant du discours, un total, a d'abord la nature de signe, de chiffre – une chaîne de caractères numériques –, avant de dénoter la pluralité numérique constatée en résultat de l'opération de compter des objets actuels définis par énumération extensive ou de connoter une semblable quantité anticipée dans un avenir déterminé raisonnable. L'étymologie du mot *nombre* est le mot latin *numerus* résultat de l'action de dénombrer, en latin le verbe *numerare*, cette action de compter qui à l'origine se résuma à se servir d'un explétif, d'une petite pierre, pour calculer, dans une

3. La monnaie porte son nom par sa nature de signe (*eo quod moneat*), celle qui avertit par l'indication de l'empreinte sur la matière qui stigmatise l'apparence ordinaire véhiculée par les sens, conception mystique d'origine évangélique enracinée il y a des siècles dans le droit par les théologiens et canonistes depuis la doctrine d'Aristote sur une monnaie, explétif tenant le tour des commutations de contreparties distrait en intercédant la complémentarité des besoins de biens ; Saint Thomas, *Somme théologique*, seconde partie, question 2, LXVIII, art. 1 et 2. L'interdit de l'usure pour sa part provenait plutôt de l'absence de l'identité de la chose remise à la chose prêtée dans le prêt à consommation ; détruite (vin bu, grain moulu en farine et cuit en pain, non conservé), la chose ainsi prêtée ne pouvait rigoureusement pas croître d'elle-même par hérédité naturelle, la chose remise venant plutôt de l'industrie humaine, *ibid.*, art. 3. L'argent a le genre du substitut nominal. Obtient ce vice-bien celui qui vend son bien et n'en achète pas, conservant son patrimoine liquide. L'argent est ainsi le bien tout autre, supplétif de tout bien en s'y substituant. L'intérêt est l'argent de l'argent. Les espèces opèrent la libération de la somme d'argent due, rendent possible son extinction encore. Tous trois présentent un aspect de vacuité différent, montant accouplé à une prestation, encore le montant à une date future, maintenant non le montant, puis encore. D'où une réflexion est à parfaire sur la notion d'espèce qui tienne compte de l'argent, départageant la chose substituée à une autre de même espèce, la chose substituée à une autre de toute espèce et la négation de cette dernière, encore.

perspective statique, le nombre d'existants et, dans une perspective dynamique, le nombre de fois d'une récurrence d'un existant ou d'une grandeur d'un phénomène précis.

Reste néanmoins la nuance importante entre la chose d'une espèce et la chose substituée à toutes espèces de choses. Un tout autre ne peut être rapporté à l'une quelconque des choses ; ce serait éviter sa nature médiate. L'on peut schématiser la notion d'ensemble par deux accolades serrant une énumération finie d'individus à un instant donné, {Pierre Jean Jacques}. Leur quantité se résume à l'ensemble de trois individus : {1 1 1}. La notion d'espèce se résume à l'ensemble dont les individus portent un caractère qui les distingue des individus d'un autre ensemble portant un autre caractère distinctif, mais tous deux contenus dans un troisième ensemble au caractère plus générique. En quantité, l'on peut schématiser par trois ensembles, chacun libellé de son nom respectif d'espèce ou de genre : {{1 1 1}_{cigale} {1 1 1 1 1}_{fourmi} }_{insecte}. Ce schéma identifie bien la dualité entre un individu collectionné et sa collection.

La notion d'ensemble est simple, le résultat d'unir ensemble par la pensée : { }. Un ensemble est donc une collection d'éléments distincts, un élément pouvant être tout objet. Un objet est généralisé en tout ce qui peut être serré ensemble, en pensée, par l'opération d'union (réserveons à plus loin le mot *réunion*). La notion d'espèce est celle de sous-ensemble d'un autre ensemble, plus générique. Ne pas confondre la notion d'appartenance d'un élément à un ensemble et celle de sous-ensemble d'un ensemble. Un individu est membre d'un ensemble alors qu'un ensemble est inclus en un autre. Un ensemble est trivialement toujours un sous-ensemble de lui-même ; à un instant donné, l'union d'individus donnés est identique à elle-même par identité des éléments déterminés dont on parle.

Le concept d'ensemble est si simple que l'on peut avoir confiance qu'il ne soulève pas de paradoxes. Après tout la notion de collection, de quantité, ou de pluralité est universelle. Saisissant bien cette notion d'ensemble, la concevant présentement clairement en tant qu'objet de pensée, insérons cet objet dans un ensemble. L'ensemble est ainsi membre de l'ensemble. Nommons cet ensemble A. Nous avons ainsi constitué l'ensemble A dont le seul membre est un ensemble ordinaire, ce dernier lui-même sans membre. Cet objet y est en tant que membre. Définissons donc cet A, tel qu'il fut construit : A est l'ensemble de l'ensemble non membre de lui-même. Schématisons : {{ }}. Par dualité, soit un ensemble n'est pas membre

de lui-même (est plat), soit il est membre de lui-même (est circulaire). Plat ou non plat, rien d'autre n'est possible. *A* est un ensemble et cet ensemble est membre de lui-même, l'y ayant inséré. Donc, en vertu de sa définition, il n'est pas un *A*, cet ensemble défini comme ensemble de l'ensemble non membre de lui-même. Mais s'il ne l'est pas, alors, répondant de sa définition, alors il l'est. L'ayant nié, ayant dénié cette négation, il est ni ensemble de lui-même, ni ne l'est pas. L'on a donc nié la dualité où rien d'autre n'est possible. Le concept d'inclusion incluse trahit le concept d'inclusion. Appliqué à lui-même, le concept est tout autre : $A = \{ \text{Pierre Jean Jacques } A \}$. En le nommant, le concept fut objectivé, inséré dans son concept pour l'appliquer à lui-même. Alors sa qualification n'est ni *A* ni non *A*.

Le tout autre s'ajoute lui-même en surabondance d'un ensemble représentant un univers du discours catégorique. Suggérons qu'il peut être conçu différemment. Tel que posé, *A* est une définition circulaire substantivant la notion d'espèce, la nécessitant en objet conceptuel, en membre désincarné. Cette façon de le poser assure sa continuité nécessaire, le jugement s'est jugé avec satisfaction. Une autre façon serait de le condamner : *A* est non *A*, tel que déduit. L'on doit donc distinguer 1^o le sous-ensemble : une espèce quelconque parmi d'autres, 2^o l'*espèce autre*, ajoutée en tant que membre à l'ensemble de toutes espèces, la chose substituée à toutes espèces de choses, et 3^o l'*espèce autre que l'espèce autre*, complément de 2^o. Il est possible de scinder ce tout autre en la dualité de lui-même et sa contradiction : $A = \{ \text{Pierre Jean Jacques non-}A \}$. Nous analyserons ici le terme *numéraire* dans ce cadre. Au droit des biens, les prestations quelconques classées en diverses espèces, pain, vin, etc., correspond à 1^o, la somme d'argent due, dont celle accouplée à toute prestation quelconque en tant que son prix respectif, correspond à 2^o et le complément de la somme due est évidemment la somme acquittée, celle reçue en paiement, correspondant à 3^o. Ainsi, le prix encaissé permet la réunion du prix prochain à une prochaine contrepartie, soit non pécuniaire (parmi 1^o) soit pécuniaire (2^o). Encaissée en monnaie, la somme versée peut encore acquitter un prochain prix.

À un dictionnaire juridique général, il est suggéré de répertorier les cinq principales acceptions rencontrées du lexème *espèce* : la notion d'espèce en tant que catégorie d'un existant concret (telle l'espèce animale), la notion d'espèce relevant de l'opération d'inclusion formulant une classification et les acceptions jurisprudentielles où l'on cherche à placer le fait dans la classification de droit,

soit celle où l'on veut exprimer la situation singulière ou soit l'acception où l'on identifie les faits à être pondérés en une décision judiciaire, à être examinés sans juger d'avance de la question, donc reçus par le juge à titre d'hypothèse initiale d'une déduction. Enfin, au pluriel, le lexème *espèces* désigne par son nom consacré la charnière du droit des biens et des obligations, l'acception de monnaie fiduciaire.

2.2 Définitions proposées

ESPÈCE *n.f.*

Sous-ensemble d'un genre d'être, de chose ou de matière concrète. Souvent employé à propos du vivant, du règne animal ou végétal. Plus généralement, ensemble d'individus présentant les mêmes caractères prépondérants. « Lorsque l'objet de l'obligation n'est déterminé que par son espèce, on dit qu'elle a pour objet une chose fongible, parce que toutes les choses de cette espèce peuvent tenir lieu l'une de l'autre, peuvent se remplacer. C'est de là que vient le nom des choses fongibles, des mots *quae alterius vice fungi potest*. » (Langelier, *Cours*, t. 3, p. 497-498)⁴. « [...] la défenderesse s'engage à acheter pour une somme de 1 250 000 \$ de produits *Orvis* [...] en examinant les listes de prix des produits *Orvis*, nous avons relevé plus d'une centaine d'articles différents, tels canne à pêche, chemise de chasse, souliers de marche, etc. Il faut donc conclure que la désignation produits *Orvis* [...] ne constitue pas une désignation quant à l'espèce au sens de l'article 1060, al. 1 C.c. et que, par conséquent, cette convention P-2 n'est pas un contrat de vente puisqu'on ne se réfère ni à un corps certain ni à un objet certain » (*Sumner Sports inc. c. Pavillon Chasse & Pêche 440 inc.*, [1987] R.J.Q. 2467, 2470 (C.S.)). « Préservation de la biodiversité la diversité biologique rend des services inestimables et doit être conservée pour le bénéfice des générations actuelles et futures. Le maintien des espèces, des écosystèmes et des processus naturels qui entretiennent la vie est essentiel pour assurer la qualité de vie des citoyens » (*Loi sur le développement durable*, L.R.Q., c. D-8.1.1, art. 6, al. 1).

Occ. Art. 1374, 1453, 1563, 1673, 1729, 1807, 1854, 2314 C.c.Q. ; art. 2, *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, L.R.Q., c. C-61.01 ; *Loi sur les espèces menacées ou vulnérables*, L.R.Q., c. E-12.01 ; art. 2.1 et suiv., *Loi sur la protection sanitaire des animaux*, L.R.Q., c. P-42 ; art. 24, *Règlement sur la vente aux enchères d'animaux vivants*, R.Q., c. P-42, r. 4 ; art. 1, *Règlement sur l'identification et la traçabilité de certains animaux*, R.Q., c. P-42, r. 1.1.

4. François LANGELIER, *Cours de droit civil de la province de Québec*, Montréal, Wilson & Lafleur, 1907.

Rem. 1^o Sous cette acception, le mot se rapporte à des individus existants qui sont des référents extralinguistiques, plutôt qu'à des collections ou des espèces considérées comme objet de discours. Les biens corporels ensachés, comme la farine ou les clous, forment des collections fermées. La quantité est close, elle est celle de quelque chose en un nombre fini d'individus. La quantité concrète, la boîte de vis, n'y contient pas une châsse vide nommée qui donnerait accès, en l'appelant, à toutes les vis ultérieurement produites. Ce nom vers la prochaine quantité, c'est l'argent, dû puis payé. Le générique, homme, grain, ou chose de genre, conjonction de chaque existant d'une espèce sans le situer dans le temps, ne distingue pas le cas actuel survenu de ses instances prochaines éventuelles, ne différencie pas si la prochaine instance à venir est requise ou possible, interdite ou facultative. L'index temporel du discours diffère selon que l'on parle par un mot qui réfère à un existant *extralinguistique* actuel ou à un mot renvoyant à sa propriété, le genre ne périssant pas. Entre l'un et l'autre, le temps du discours change. La notion d'ensemble en son acception rétrospective, avec ses individus énumérés à présent contenus, gagne à être départagée de la notion prospective d'ensemble, s'étendant aux individus et situations à venir. La notion de *vrai* et de *faux* applicable à ces deux acceptions d'ensemble n'est pas la même. Comparez : Vrai de ce qui est, vrai de ce qui ne peut pas ne pas être, vrai de ce qui n'est pas, vrai de ce qui peut ne pas être, ce dernier (le facultatif) falsifiant ce qui ne peut pas ne pas être (le nécessaire). Comparez le sac de grain vrai et la somme vraiment payée, qui peut encore ne pas être due puisque le montant reçu peut encore être payé en vertu du nominalisme monétaire. L'objet fini et l'objet circulaire n'ont pas la même nature. **2^o** Les individus concrets sont d'abord regroupés sous un genre, ce qui suppose un mode de génération ou de reproduction que les individus n'ont pas eux-mêmes choisi, un mécanisme de genèse les liant par hérédité, permettant aux individus d'être parmi tous, en communauté, d'où l'acception d'Espèce, avec une majuscule, le genre lui-même, par exemple l'Homme. **3^o** La notion d'espèce soulève des difficultés liées à ces deux notions d'ensemble. Il importe de départager l'individu concret, situé à une époque précise dans le temps, le caractère propre de tels individus qui les rattache à leur genre et les caractères qui les distinguent selon l'espèce respective. La notion de générique ou d'universalité soulevée par le mot *espèce* sera plus finement comprise si l'on discerne la possibilité d'un individu de son existence (par exemple la tutelle au ventre art. 92, al. 2 C.c.Q.), si l'on départage le terme comme durée du terme comme fin de durée (surtout si cette fin appelle une prochaine possible durée, telle la monnaie pouvant encore payer une somme), si l'on pondère les conséquences de la non-existence et de sa possibilité ou sa nécessité (suicide assisté, euthanasie). Un autre piège est de distinguer la nature *extralinguistique* de son référent, et d'éviter que, parce que toute chose peut être nommée, en lui donnant un nom le rendant susceptible d'être objet de discours, l'on glisse à la pétition de principe selon laquelle tout ce dont

on peut parler est l'invention du discoureur (*Harvard College c. Canada (Commissaire aux brevets)*, [2002] 4 R.C.S. 45, 2002 CSC 76).

Angl. species.

ESPÈCE *n.f.*

Ensemble d'individus présentant les mêmes caractères typiques les différenciant des autres types d'un même genre. Classification, type d'une pluralité de cas, type de données, d'événement, d'activités, de contrat. Dit d'une abstraction formée par définition, les propriétés premières définissant telle classe d'objets du discours ; rapport d'inclusion entre mots d'un lexique, mot plus spécifique inclus dans celui plus général. « L'espèce est une collection d'individus, comme le genre est une collection d'espèces. Mais l'espèce peut devenir genre, et réciproquement le genre devenir espèce, suivant le point de vue auquel on se place [...] Qu'a donc voulu dire le législateur ? Dans sa pensée, l'espèce est d'un genre limité, restreint, *qui habet certam finitionem*. Si l'objet est déterminé quant au genre limité, l'obligation est valable ; elle est nulle au contraire, lorsque le genre désigné est si large, si étendu, qu'il est impossible de déterminer, sans tomber dans l'arbitraire, l'individu qui devra être livré. » (Mignault, *Droit civil*, t. 5, p. 396-397). « On désigne sous le nom d'espèce une division du genre, composée d'individus possédant des caractères identiques, bien définis, et qui ne se retrouvent pas ou ne sont pas réunis chez les autres individus du même genre. L'espèce se subdivise en catégories, en variétés, en races, etc. Le genre, au contraire, est un groupement d'êtres ou d'objets assimilés par des propriétés communes [...]. Dans un ordre d'idée encore plus général, on peut même considérer un animal comme une espèce par opposition à la chose, car tous deux sont des créatures qui constituent le genre primitif [...]. Pour que l'obligation soit valide, il suffit que son objet, qu'il soit genre ou espèce, soit susceptible d'être déterminé sans tomber dans l'arbitraire. L'obligation est nulle quand le genre, qui y est désigné, est tellement étendu que le débiteur pourrait se libérer avec une prestation ridicule. » (Fari-bault, *Traité*, t. 7^{bis}, n^{os} 280, 281, p. 193-194). « Le nombre singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce, chaque fois que le contexte se prête à cette extension. Le nombre pluriel peut ne s'appliquer qu'à une seule personne ou qu'à un seul objet si le contexte s'y prête. » (*Loi d'interprétation*, L.R.Q., c. I-16, art. 54).

Occ. Art. 300, 731, 1257, 1307, 1374, 2312 C.c.Q. ; *Loi sur le notariat*, L.R.Q., c. N-2, art. 19 Répertoire des actes reçus en minutes spécifiant leur nature et espèce ; *Loi sur les compagnies*, L.R.Q., c. C-38, art. 3 le mot *entreprise* signifiant l'ensemble des travaux, affaires et opérations « de toute espèce que la compagnie est autorisée à poursuivre » et art. 91 « toutes espèces de contrats » ; *Loi sur les compagnies minières*, L.R.Q., c. C-47, art. 3(6) « fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers ».

Rem. 1^o Le Code civil se révèle être aussi un système de classification si l'on observe son emploi de la notion d'espèce, parfois appliquée aux biens corporels tangibles comme les denrées fongibles entre elles, parfois appliquée à ses concepts juridiques : voir les titres précédant les articles : 298 espèces de personnes morales, 731 espèces de legs, 1266 espèces de fiducies, 1378 et 2521 espèces de contrats, 2312 espèces de prêts, 2389 espèces d'assurances, 2596 espèces d'avaries, 2664 espèces d'hypothèques ; voir ses dispositions : art. 300 et 1257 espèces de personne morale, art 731 espèces de legs, 1266 espèces de fiducies, 1307 espèces de placements, 1374 bien déterminé quant à son espèce et déterminable quant à sa quotité, 1378 espèces de contrats, 1453 et 1563 et 1807 bien seulement déterminé quant à son espèce, 1673 biens fongibles de même espèce, 1729 biens identiques ou de même espèce, 1804 bon état de réparation de toute espèce, 2312 espèces de prêts, 2314 de même espèce et qualité, 2389 et 2521 espèces de contrats d'assurance, 2596 espèces d'avaries, 2664 espèces d'hypothèques. **2^o** Le rapport d'inclusion d'une espèce dans un genre, pose rapidement le vieux problème du fondement d'une hiérarchie de concepts, dans une pensée scolaire souvent imagée par des cercles concentriques portant les noms de concepts. Dans ce rapport de l'hyponyme à l'hyperonyme, le premier concept, souvent nommé essence, soulève la question de son fondement ; fondé par lui-même – et donc ensemble vide – il fut souvent interprété en tant qu'autorité nécessaire de le définir, d'où l'intention législative. L'autre façon accepte plus sobrement de définir par coréférence, par deux noms mutuellement définis – l'un limité par l'autre, l'autre appelant l'un à la formulation nouvelle, démarche perfectible toujours partielle néanmoins complétée par cette incomplétude. Ce mode de définition coré cursif formule souvent des processus sans fin, sans condition d'arrêt, en lesquels on alterne ; il permet de définir des mécanismes de continuité historique sans pour autant nécessiter la pétition de pouvoir déduite d'une essence fondant une hiérarchie de concepts. Au Canada, avant le rapatriement de la Constitution, la loi n'avait pas de juge. Par le rapatriement constitutionnel, le siège de la loi fut mis en jeu ; fut admise une autre notion de fondement où le législateur n'est plus son seul juge, du moins en ce qui a trait aux droits individuels partagés par les Canadiens. L'autorité de définir fut désormais médiée par la capacité de juger des dispositions sur la base de limites prescrites au droit de dire la loi.

Angl. kind.

ESPÈCE *n.f.*

Situation singulière, atypique, survenant rarement, naissante ou non assez mûre, dès lors ne pouvant être traitée par similitude à d'autres cas pouvant pourtant y ressembler. « Il y a lieu d'exercer une vigilance particulière lorsque le bénéficiaire est un enfant, c'est-à-dire une personne vulnérable, qui n'est pas encore en mesure de contribuer à ses propres besoins. Cela dit, chaque cas est un cas d'espèce dont l'issue

dépend de faits uniques et de la preuve qui en est faite : ce qui est vrai dans un cas ne l'est pas nécessairement dans l'autre et toutes les nuances sont permises. » (C.S. c. M.G., 2005 CanLII 702 (QC C.A.), par. 29, j. Bich). « Les lésions suivantes sont des cas d'espèce à être évalués par un spécialiste [...] » (*Règlement sur certaines indemnités forfaitaires mentionnées à l'article 44 de la Loi sur l'assurance automobile*, R.Q., c. A-25, r. 6, titre VII). Cas d'espèce.

Angl. case.

ESPÈCE *n.f.*

Faits particuliers examinés par le tribunal, examinés selon leur mérite. « Une application généralisée de la doctrine de l'exclusivité des compétences issue du domaine du « trafic et du commerce » aurait mené à une forme de fédéralisme fort différente, plus rigide et plus centraliste. Abordant avec prudence un cas d'espèce à la fois, la jurisprudence a graduellement su définir le contenu des pouvoirs législatifs du Parlement et des législatures, sans nier la réalité de leurs interactions inévitables, mais toujours en tenant compte de l'évolution des problèmes auxquels le partage des compétences législatives doit maintenant apporter des solutions. » (*Banque canadienne de l'Ouest c. Alberta*, 2007 CanLII 22 (C.S.C.), par. 43, j. Binnie et LeBel). « Cependant, les causes difficiles permettent de dégager les bonnes règles de droit si on fait suffisamment attention aux principes juridiques pertinents, plutôt qu'aux faits. La règle de droit n'est valable que si elle transcende le cas d'espèce et, à moins qu'elle n'aboutisse à une absurdité, que si elle est appliquée sans détours. » (*Khalil c. Canada (Secrétaire d'État)* (C.A.), [1999] 4 C.F. 661, j. Linden)⁵. En l'espèce.

Angl. in the case in point.

ESPÈCES (EN) *n.f.pl.*

(*Biens et Obl.*) Syn. monnaie fiduciaire, argent comptant. « Les espèces monétaires sont des choses fongibles dont la fonction exclut normalement l'individualisation. Pour éviter la confusion du numéraire, l'administrateur doit le déposer dans une institution bancaire, dans un compte distinct, réservé à l'administration dont il dépend et portant une rubrique qui l'identifie comme tel, ou le convertir en un placement nominatif. »⁶

Occ. Art. 1326(2), 1579, 2038, 2053, 2090, 2299, 2738 C.c.Q. ; *Loi sur les compagnies*, L.R.Q., c. C-38, art. 5, 31, 45, 80 al. 3 ; *Loi favorisant l'augmentation du capital des petites et moyennes entreprises*, L.R.Q., c. A-33.01, art. 2, 10, 10.1.

5. Version anglaise : « If the rule of law is to have any meaning, then it must transcend the particular facts of a case and, except where it would result in an absurdity, be applied in a straightforward manner », (1999) 176 D.L.R. (4th) 191, (1999) 16 Admin. L.R. (3d) 193, (1999) 167 F.T.R. 158, 1999 CanLII 9360 (C.A.F.), j. Linden.

6. Madeleine CANTIN CUMYN, *Traité de droit civil – L'administration du bien d'autrui*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2000, p. 257.

Rem. 1° L'expression *monnaie fiduciaire* est une expression venue sur le tard pour lier d'un même nom la pièce de monnaie frappée à l'effigie du Souverain, C.c.B.C., art. 17(20), antérieure, et le billet inconvertible de la banque centrale, postérieur ; avant cette inconvertibilité, ce dernier était remboursé en pièces d'or ou de billon alors qu'il constituait une promesse de payer en or ou en métal d'argent. L'expression *en espèces* provient d'une dérive de la langue, discernant graduellement l'acception de caractère (inoxydable) d'une substance non altérée par le temps, l'or, l'acception de sa nature pécuniaire distincte opérant en tant que signe d'appréciation universelle de toute prestation quelconque susceptible de porter un prix ou de mériter un dédommagement, et enfin l'acception d'extinction indifférenciée des sommes d'argent dues. Il fut toujours possible de distinguer ces acceptions, celle de reconnaître par les sens une qualité, celle de substitut marqué mis à la place de toute espèce de chose pour en signifier le besoin quelconque, substitut inséré dans l'ensemble de toutes espèces de chose ou de service, et, récemment, la distinction de la monnaie fiduciaire plutôt entendue en tant que signe d'extinction indifférenciée des sommes d'argent accouplées en tant que prix d'une contrepartie.

2° À l'origine, l'expression *en espèces*, contrairement à aujourd'hui, ne signifiait pas le signe monétaire, mais désignait, précisément par opposition aux monnaies, le poids en métal que contenait une pièce qui, rognée, ne respectait plus sa norme de frappe. L'argent métallique était déjà une expression absurde lorsqu'il s'agissait de l'or. La pièce de monnaie de métal précieux qui ne faisait plus son poids déclaré devait être évaluée : voir France, Ordonnance civile de 1667, titre XXXIII, art. 2 « les saisies-exécutions ne se feront que pour chose certaine et liquide, en deniers ou en espèces ; et si c'est en espèces, sera sursis à la vente jusques à ce que l'appréciation en ait été faite » citée par A. Mater, *Traité de la monnaie et du change*, p. 16.

3° À l'époque des monnaies précieuses et du « bullion », la monnaie avait cours déclaré, à tant de pièces taillées par longueur du marc. La déclaration évitait d'avoir à peser chaque fois les pièces pour en estimer une quantité de métal, permettant d'accélérer l'opération d'achat. Les pièces de monnaie étaient nommées louis d'or, écu, liard, double tournois, franc, etc. À sa face, la pièce portait une effigie plutôt qu'un montant d'argent, division ou multiple de l'unité monétaire. La pièce du « bullion » n'était donc qu'un signe portant un nom.

4° Le marc, dit de Paris ou de Troyes, utilisé pour le monnayage royal depuis le XII^e siècle, barre d'or sur le pied de laquelle on tirait les pièces, était un poids (244,752 g.) subdivisé en Fierton (1/4), Once (1/8), Gros (1/64), Esterlin (1/160), Denier (1/192 du marc ou 1/24 de l'Once ou 24 grains), Ferlin (1/640) et Grain (1/4608). L'affinage de l'or était titré en *carat* sur une échelle de 24, l'affinage de l'argent pur était titré en *denier* à 12 deniers du marc ; la monnaie était exprimée à tant de deniers.

5° Le billon est l'alliage de cuivre et d'un peu ou de pas du tout d'argent. L'aloi – degré de fin du marc, en anglais *alloy*, tire son étymologie de *la loi* (depuis une analyse de la monnaie, signe opérant en tant

que substitut du besoin, par Aristote à son *Éthique à Nicomaque*^{1133a30} dérivant le mot *monnaie*, en grec *nomisma*, du mot *loi*, en grec *nomos*). À l'époque médiévale, l'aloi subsumait en une même notion des acceptions différentes du mot *ordre*, le terme *espèce* en tant que qualité essentielle de choses concrètes, en tant qu'hyperonyme essentiel d'une classification, en tant que couple ordonné associant un particularisme à un non-particularisme – telle une prestation en nature mise à prix en argent, s'y substituant –, en tant que raison unique d'une suite consécutive de situations où des individus permutent entre eux leur production contre de l'argent (mise en œuvre du couple précédent), et en tant que rang social du Monarque – à qui l'on doit conférer l'autorité discrétionnaire du monopole d'émission de l'argent (*jus cutendæ monetæ*) –, Monarque considéré comme personne transcendante en conséquence d'une telle confusion se reflétant favorablement sur son auteur. 6^o Mesure de poids, le denier était aussi des pièces ayant cours de monnaie. Le nom *denier* provient du mot *deni*, appariement de 10 par 10, de *denarius*, antique monnaie romaine de 10 as, l'as étant le sou, unité de poids, de monnaie et de mesure chez les Romains, le mot *as* signifiant aussi le premier d'un genre, d'une suite. 7^o Suite à la conquête de la Nouvelle-France par l'Angleterre, en colonie d'Amérique le dollar d'argent espagnol eut cours d'Halifax à 5 shillings et cours d'York (Toronto) à 8 shillings, ces cours reflétant les liens des commerçants locaux, qui avec l'Angleterre, qui avec le nord des États-Unis. Plus tard, par exemple, dans l'*Acte concernant les billets de la Puissance*, (1886) 49 Vict. c. 31, art. 1, *espèce (specie)* signifia une pièce spécifiée déclarée courante au Canada ou son équivalent en lingot de même poids et teneur. Encore là, la qualité et quantité normalisée de métal avait pour but de faire d'une pièce une qualité et quantité inutile, servant seulement à être réitérée dans le paiement. Puis eurent concurremment cours les billets du Trésor en livres, supplantés un temps par les billets provinciaux, puis par les billets du Dominion. Les banques privées ont aussi émis des billets libellés en dollars remboursables à vue en espèces, parfois escomptés sous le pair selon l'opinion sur la solvabilité de cet émetteur privé, selon la distance et le cours local. Les moyens de paiement par titres de dettes restaient plus longtemps en circulation lorsqu'ils étaient convertibles en espèces, car le détenteur pouvait signaler la crainte de refus anticipé d'accepter encore le billet, crainte signalée en exerçant le droit au remboursement du billet constituant une promesse de payer en espèces. 8^o Le paiement en or ayant été supplanté par la monnaie-signe que constitue la monnaie de papier, l'expression *en espèces* dans l'expression « être payé par chèque on en espèces », en dépit de la nature médiate d'un signe, a pris un sens d'immédiateté, par opposition au paiement par chèque ou par ordre de virement où un intermédiaire s'immisce dans l'opération de paiement entre le créancier et le débiteur d'argent. 9^o Remarquer le glissement métonymique où est faite la confusion entre le nombre cardinal (une quantité de biens fongibles, art. 2314 C.c.Q., nombre d'individus

d'une même espèce, art. 1563 C.c.Q., chacun ayant une même qualité comme les denrées ou les biens manufacturés peuvent avoir), le nombre à décimales signifiant une grandeur reçue comme quantité (par exemple 1,20 m. de tissus), et l'espèce et la qualité de l'argent (art. 2314 C.c.Q., art. 591 C.p.c.⁷) où la qualité des espèces serait le montant facial des coupures des billets de banque, coupures ne variant pourtant jamais de qualité puisqu'elles ont la fonction de signes. **10°** Les espèces n'ont pas une qualité, au sens propre du terme, aspect, manière d'être, caractère d'une chose concrète, perceptible par les sens, l'espèce sensible. La facture différente des coupures n'est pas goûtée en tant que qualité d'une chose, mais en tant que signe diacritique, permettant de la distinguer d'une autre coupure. Certains signes ne réfèrent pas à une réalité *extralinguistique*, mais se désignent eux-mêmes ou eux-mêmes au travers d'autres signes, espèce intelligible. La monnaie fiduciaire, coupures de monnaie ou pièces de monnaie, opère par récursivité, par principe d'identité des signes diacritiques d'un langage, où un A est encore un A (dans une expression autologique, emploi d'un mot désignant sa substance en se mentionnant lui-même en tant que signe, par exemple tenir le livre, livre compris encore), où un A est encore un non-A (dans une expression hétérologique, où l'emploi du mot désigne son déni, par exemple la somme payée succédant à la somme due ou, selon un autre exemple, le menteur déniaient ce qu'il dit, quoi qu'il dise). La numérotation des billets de banque témoigne du mode opératoire récursif d'un signe diacritique : « la modification de numéros de série de billets de la Banque d'Angleterre constituait une modification importante viciant les billets » (*Banque du Canada c. Banque de Montréal*, [1978] 1 R.C.S. 1148, par. 62, j. Beetz citant *Suffell c. The Bank of England*, (1881-82) 9 Q.B.D. 555). **11°** L'unité monétaire a des divisions, en 1, 5, 10, 25 cents. La *coupure* signifie la rupture de continuité ; le billet de banque tendu en paiement marque la fin, le fossé, de la débiton d'une somme d'argent d'autant. Les billets de banque sont offerts en différentes *cou-pures* (terme se disant strictement des billets plutôt que de l'unité monétaire), *denominations* en anglais ; elles sont 1, 2, 5, 10, 20, 50, 100, la coupure de 1 000 dollars ayant été retirée de la circulation le 8 mai 2000 ; *Règlement sur les billets de la Banque du Canada*, (1989) 123 *Gaz. Can.* II, 2837 (DORS 89-298, 1989-06-8). Le mot *dénomination* rappelle que la monnaie prend valeur de nom ; la notion de *dénomination* procède d'un raisonnement à rebours – par opposition à la définition –, où l'on nomme ce qui pourrait exister éventuellement, telle la somme susceptible d'être constituée un jour, somme que le

7. Art. 2314 C.c.Q. « Le simple prêt est le contrat par lequel le prêteur remet une certaine quantité d'argent ou d'autres biens qui se consomment par l'usage à l'emprunteur, qui s'oblige à lui en rendre autant, de même espèce et qualité. » et art. 591 C.p.c. « Lorsqu'il est saisi de l'argent comptant, le procès-verbal doit contenir mention du nombre et de la qualité des espèces, qui doivent être consignées au greffe sans délai. »

billet de banque peut néanmoins déjà éteindre par nominalisme monétaire. L'expression *espèces en numéraire* de l'article 1326(2) du Code civil constitue un pléonasme. La qualité des espèces énumérées à un inventaire se résume à en dénombrer les coupures distinctes (art. 1579 C.c.Q.). **12°** Si l'expression *les espèces* fut longtemps porteuse de ce qui semble aujourd'hui une confusion de significations entre l'hérédité, la loi, l'ordre et l'argent, c'est que le discours a rapporté ainsi du fond de l'histoire une distinction entre deux acceptions du nom, A- celui désignant en propre un individu ou l'unissant actuellement à d'autres en un même sous-ensemble d'un genre, et B- celui choisi pour donner corps à une idée, pour tenir la place d'une possibilité, d'un prochain individu à être déterminé. Or, les index temporels, position de l'instant du discours, de ces acceptions du nom sont incompatibles, l'un réfère à l'individu existant parmi d'autres, l'autre renvoie à qui n'est pas encore déterminé. Ce sont deux acceptions incompatibles du concept d'ensemble, trop peu discernées pour le terme *espèce*. En droit privé, de cette incompatibilité découle la place de l'argent dans ses catégories. La détermination de l'objet de la prestation doit l'être au moins quant à son espèce et déterminable quant à sa quotité (art. 1374 C.c.Q.). La prestation non en nature est une contrepartie pécuniaire, cet argent usuellement accouplé à une prestation dite *en nature* ou à une autre prestation pécuniaire – payable à un moment différent ; étant ainsi nommée par complément, elle donne corps à l'idée de prestation tout autre, celle permettant de se procurer une autre prestation sans pour autant avoir d'autres déterminations que son montant et son unité monétaire. En cette seconde acception, la prestation dite *en espèces*, en ce sens synonyme d'*en argent*, est le nom indiquant qu'elle est celle accouplée en contrepartie universelle des prestations particulières. De son étymologie latine *species* « regard », devenant, du côté de l'objet du regard, son apparence, le nom tenant lieu des autres prestations ne peut être rapporté à la fonction grammaticale ordinaire du nom commun, désignant des individus. Accouplé en surabondance aux prestations, il est le nom prête-nom, il opère par renversement, chose vendue, argent dû en tant que prix, argent payé – non dû – pouvant encore payer le prix d'une chose à être choisie en temps et lieu ; la forme du renversement A-B – B-A marque sa fonction linguistique. L'argent, en tant que bien fongible, est donc d'une espèce différente que les autres choses comptées ou mesurées (art. 1673, 2314 C.c.Q.). Le nombre du montant accouplé aux prestations ne serait pas de même membrure que le nombre cardinal et le nombre ordinal, ces derniers étant ceux sur lesquels sont appuyées les notions de compte et de mesure visées par la métrologie.

Syn. argent. **V.a.** monnaie fiduciaire, montant.

Angl. cash, in cash, specie (coins rather than notes).

3. LE NUMÉRAIRE – RECHERCHE JURILINGUISTIQUE

Après avoir porté la valeur numéraire des espèces à un prix exorbitant, il indiqua des diminutions successives. (Voltaire, *Histoire du Parlement de Paris*, Gallica.).

Si la valeur numéraire de toutes les choses est changée, le trouble s'empare de tous les cœurs, on ignore son sort, la gaieté disparaît. (Ferdinando Galiani, *Dialogues sur le commerce des blés*, Gallica.).

Malgré sa superbe, il ne s'évaluait pas assez haut : depuis, l'abondance du numéraire et des places a élevé le prix des consciences. (Chateaubriand, *Essai sur la littérature anglaise*, Gallica.).

Le terme *numéraire* prend une acception plus large dans la langue maternelle, ce qui sert à compter, que dans la langue du droit. On en restreint trop souvent la signification aux espèces, autrefois la monnaie sonnante et trébuchante frappée par le roi. Ce n'est pas faux, ni vrai, plus serait à dire néanmoins. Identifier le numéraire aux espèces est une curieuse façon de considérer que le résultat de l'action de compter devient l'objet de l'opération de compte, sans se rendre compte de la circularité induite ainsi. Qu'est-ce qu'un nombre chez les juristes ? Selon la définition du *numéraire*, il s'agit d'une chose. Nos juristes contemporains auraient préféré comprendre que les mots réfèrent aux objets de droit comme ils réfèrent aux choses, de la même notion de vrai, sans considérer qu'ils nous doivent une explication là-dessus. Sans s'en rendre compte, une telle circularité tient de la pétition de principe. Mais remarquée puisque remarquable, il convient de distinguer entre les formes de circularité, ce constater qu'il peut s'agir d'une façon d'exprimer la dualité d'un jugement modal plutôt que catégorique, où s'opposent nécessaire et non nécessaire, dû et payé, plutôt que l'existence de la chose qui est ou n'est pas.

3.1 Entrée en matière

Au dictionnaire du droit des obligations du lexique bilingue, le numéraire est, de façon laconique, posé en synonyme du mot au pluriel *espèces*⁸.

8. CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PRIVÉ ET COMPARÉ DU QUÉBEC, *op. cit.*, note 2, p. 221. Nous remercions ce Centre de se faire hôte de cette recherche sous la réserve explicite qu'elle n'exprime que la compréhension de son auteur, Normand Leclerc, qui précise ici pour le numéraire une perspective développée en ses recherches doctorales sur la monnaie dans les catégories du droit privé selon le cadre analytique de méthodes formelles développées pour la linguistique.

NUMÉRAIRE *n.m.**(Obl.)* Syn. espèces.**Occ.** Art. 1127, 1326 C.c.Q.**Angl.** cash+, specie.

Cette concision tient de la lacune. Elle incite d'ailleurs à une erreur assez commune, celle de confondre les synonymes au sens propre, expressions ayant un sens semblable ou rapproché et d'autres mécanismes de langage. Les instructions offertes au lexicographe, pour guider son dépouillement, insistent que le vrai synonyme est l'identité de concept. Ce phénomène est assez rare puisque, blanchi par le temps, le bon usage aura eu tendance à dégager certaines nuances entre des significations pourtant rapprochées. En pratique, la synonymie est d'un usage fréquent (sans regarder les acceptions de trop près), car au niveau de l'écriture, un auteur rebute, même dans une langue technique comme le droit, à répéter les mêmes mots. On prendra ici à témoin le terme *numéraire* de l'hypothèse juridique suivante : le langage possède des mécanismes – plus précisément des modes de définition – permettant de référer à une situation future sans pour autant qu'elle ne soit encore survenue. Le futur n'est pas synonyme de détermination actuelle, mais son éventualité est susceptible de discours. Mais avant d'aller plus loin, il convient d'introduire quelques éléments de linguistique aptes à décrire l'aspect métalinguistique, discours sur les mots plutôt que leurs référents. Un tel appareil discursif permettra de distinguer, en un second temps, à propos du terme *espèces* lié au mot *numéraire* par la définition de ce dernier, la notion de valeur de vérité *vraie* ou *fausse* dit d'un référent ou d'un signifié.

3.2 Propédeutique linguistique

La mention d'un mot, marquée par les guillemets ou les italiques, n'est pas un usage du mot pour indiquer son référent ; plutôt c'est nommer le mot. L'on analyse le signe linguistique en trois composantes structurelles, le signifiant, chaîne de caractères alphabétiques ou numériques, le signifié, qui exprime une notion. Cette notion est généralement appliquée à un référent, lequel dans un discours sur les faits comme le droit, est un existant extralinguistique, factuel au sens propre de ce terme, auquel est appliquée la notion. Si ce qui est énoncé est susceptible de vérité, cet énoncé sera nommé une *proposition*. Selon une vieille théorie de la vérité entendue comme une correspondance, si le langage décrit précisément ce qui est perceptible du référent, la proposition sera dite « vraie ». Sinon elle sera dite « fausse », dans une notion bivalente de vérité. Cette description simple du mécanisme langagier ordinaire est pratique. Elle permet de prendre conscience que, par ses modes de définitions, la référence concrète n'est pas la seule façon dont les mots opèrent.

Des termes peuvent être définis l'un en termes de l'autre. La coréférence est le mécanisme où l'expression *A* est définie par l'expression *B* qui est en retour mutuellement définie par *A*. Ces mots viennent en couples, indissociables. Ce qui serait le mécanisme de référence du mot ordinaire devient alors le mécanisme de signification, celle de l'autre mot, en appelant son signifiant. L'on nommera parfois un tel mode de définition une *coréférence*, marquant bien que par leur croisement de signifiés, tout référent vient d'être évacué. Ces mots mutuellement définis marquent une marche de l'oise entre signifiés. Par exemple, le pair est impair plus 1 et l'impair est pair plus 1. Remarquons qu'en de tels concepts définis en compréhension, le monde sensible n'existe tout simplement pas, il n'en n'est point fait référence ; ceux qui limitent la notion de sens à celle de signification gagneraient donc à se pincer, pour en sentir la contradiction. Une situation survenue absurde, on dit souvent alors qu'elle n'a pas de sens, marque la nuance entre une thèse et sa mise en œuvre, d'où la distinction entre la *mens rea* et le fait en droit criminel.

D'autres mécanismes sont plus subtils. Pour les décrire, il faut y mettre les formes. Le terme dit *autonyme* est le mot d'une phrase qui désigne son signifiant, la chaîne de caractères formant un mot ou une expression, plutôt que son signifié, ce qu'ordinairement un mot dit de son référent ; par exemple *soir* rime avec *miroir*. Le terme autologique est le mot qui, sur le plan métalinguistique, dit de lui-même est vrai, au sens où son signifié peut être ainsi appliqué à son signifiant. Cette relation narcissique du terme autonome modifie la portée du signifié du mot ; le concept s'inclut lui-même, suggérant un infini fondé sur lui-même, impérativement ; les juristes, ayant loin dans l'histoire repris cette notion de la théologie sans trop se rendre compte en détail du mécanisme linguistique sur lequel cela est fondé, nomment cela une *autorité*, celle de choisir les mots d'une définition lancée pour l'avenir qui suppose en retour l'autorité réflexive de les définir. L'autonymie dépend de son signifié ; dans *bien* à quatre lettres, ce bien est bien. Le mot *français* est français, faisant lui-même partie du lexique de cette langue, ce qui permet de considérer le lexique comme un ensemble qui englobe toutes ses élaborations ou énumérations successives. Ainsi, un lexique grandit et s'élague selon la compétence de ses locuteurs et allocutaires. Une telle notion d'ensemble déborde de son sens courant catégorique, l'ensemble a un nombre fini d'éléments dont on parle, car d'ordinaire les mots référent, ils ne sont pas un mécanisme de renvoi à leur propre artefact linguistique.

Le lexème est un terme de base du lexique, mot ou expression. L'hyponyme est le mot d'un signifié plus spécifique inclus dans le signifié d'un autre, plus générique nommé hyperonyme. Deux lexèmes sont hétéronymes lorsqu'ils partagent le même hyperonyme, sans pour autant être synonymes. Deux espèces distinctes d'un même genre sont hétéronymes, telles la cigale et la fourmi, chacune de ces espèces est du genre insecte. Leurs signifiés sont en relation d'inclusion à une classe commune, mais ils ne peuvent être dits l'un de l'autre ; la cigale n'est pas fourmi, ces espèces étant disjointes entre elles. Néanmoins, il ne faut pas en déduire qu'il y a toujours un hyperonyme tout inclusif, grande châtse d'un univers pensé. Des termes en coréférence mutuelle forment une structure lexicale dont le mécanisme n'est pas l'inclusion ordinaire. Cette dernière suppose que le locuteur soit d'une portée temporelle propre à considérer les éléments de l'ensemble comme déterminés, finis, posés devant lui.

Rappelons ici qu'un locuteur et son allocutaire ont chacun appris de leur mère la langue et son emploi en des langages qui répondent de certaines règles ; cette langue est maternelle. La notion d'hérédité⁹ à laquelle renvoie implicitement la langue, par la possibilité de formuler un soi-disant *sens des mots* par les modes de définition ci-après décrits, devrait permettre de mettre en doute la nature arbitrairement construite du langage, puisque c'est à l'enfance que les enfants apprennent la portée du mot *non*, négation qui a son incidence, par le principe de non-contradiction, sur le fardeau de preuve. Voyons maintenant que deux négations n'affirment pas toujours d'un concept positif plus général, plus largement inclusif.

L'on a vu que la coréférence forme un indéfini, terme dont les limites ne sont pas arrêtées en déterminant les seuls objets énumérés auxquels il s'applique au moment du discours. La coréférence suppose sa phase suivante en sa définition ; il suffit de la nommer dans des définitions circulaires.

9. L'hérédité précède tout apprentissage d'une langue. Et du taux de croissance des espèces décrites par Darwin les juristes ont abstrait l'intérêt de l'argent : « La notion de l'intérêt n'a pas d'autre origine que l'emploi des grains et des têtes de bétail pour moyens d'échange. Puisqu'en un an chaque tête de bétail se multiplie par le croît, et que chaque mesure de grain semée se multiplie par la culture, l'habitude s'est prise de considérer le moyen d'échange, et plus tard même la monnaie métallique, comme une richesse en soi qui se multiplie dans les mains de son détenteur : d'où l'usure, devenue sous sa forme modérée l'intérêt » ; A. MATER, *op. cit.*, note 1, p. 9. Voir aussi art. 910, al. 2 C.c.Q. Remarquez que cet intérêt, ainsi décrit, est celui prévu, le sens attendu. Le croît des animaux se solde parfois, en réalité, en fausse couche.

L'autonyme nomme le nom, l'autologique a un signifié vrai de ce nom, la substance du mot s'y applique¹⁰. L'hétéronyme nomme les concepts disjoints d'un même générique. Ici est le piège ; s'ils sont hétéronymes, les termes sont inclus dans un terme de sens plus général. Mais les termes définis en mutuelle affirmation ou en mutuel déni ne sont pas nécessairement inclus dans un concept plus général. La coréférence ne se réduit pas à une inclusion.

Deux termes en coréférence peuvent être dits d'eux-mêmes, l'un de l'autre, ou ils peuvent constituer le déni l'un de l'autre. L'hétérologique est le dual de l'autologique. Le terme *hétérologique* est le mot contredisant son signifié ; selon cette définition le mot *hétérologique* ne l'est que s'il ne l'est pas. Mais ne l'étant pas, il l'est. L'étant, il ne l'est pas. Et ainsi de suite en alternance. Ainsi, l'on prend conscience d'une distinction entre la vérité d'un référent concret et le mécanisme de mutuelle définition, affirmative ou contradictoire. Plus précisément, l'on distingue la notion de valeur de vérité se rapportant au référent d'un concept de la simple application d'une proposition à elle-même ou à un codéfini, distingue celle formulée en compréhension de celle vérifiée en extension. Pour vérifier la notion de référence, le lecteur se pince et constate la signification de « Je pince donc je suis ». Pour la notion de coréférence, suggérons par exemple que la loi peut être invalidée par le juge, la loi invalidée est perfectible par le législateur. Remarquons au passage qu'il fallut, pour ce, modifier la Constitution. Coréférence et codéni ne peuvent être réduits à la synonymie – cette identité de concepts – car la synonymie suppose qu'un terme peut être éliminé, ce que – par sa membrure – ne permet pas la définition mutuelle, corécursive. En l'exemple, l'élimination serait un retour au culte de la loi complète, ce mythe si prisé d'une intention politique sans limite¹¹.

10. La religion prohiba l'usure (Ez. 18, 8, 13), le prêt exige le croît qui n'existe même pas encore, sans attendre la nature à naître, non assez mûre. L'usure était expliquée par autonymie, par un jeu de mot en grec signifiant à la fois enfant et intérêts, terme autonyme enfant de l'enfant (hérité) et argent de l'argent (intérêts), Aristote, *Politique* I. 1, c. 3. Remarquez que la monnaie fiduciaire ne porte pas intérêts, puisqu'elle a la fonction d'éteindre la somme d'argent, non une somme ne peut porter intérêts.

11. De même la tendance à traiter la monnaie comme une marchandise, depuis les Physiocrates (Quesnay, Turgot) jusqu'à l'inconvertibilité du billet de banque (environ de 1770 à 1970), venait de l'alternance *chose-monnaie*, *monnaie-chose* depuis Aristote, où l'on considéra l'une comme l'autre plutôt que comme contrepartie de l'autre. On élimine l'un des termes d'un couple pour en faire un concept unique, vendre et acheter c'est échanger, même contre de l'argent. La querelle se règle par la sémantique d'une double nature, en même temps monnaie et mar-
(à suivre...)

Abordons maintenant la définition du numéraire, en nous permettant quelques remarques de nature linguistique pour en approfondir le mécanisme sémantique. Le lecteur admettra que ces recherches ne sont que des travaux préparatoires à un dictionnaire juridique ; en sa facture finale déterminée en collégialité, les remarques extensives sont susceptibles d'être élaguées. Néanmoins, il pourra sembler important que l'instigateur de la définition rende explicites les présupposés de celle-ci, hypothèses qui ne sont, autrement, généralement jamais formulées en détail.

3.3 Définition suggérée

NUMÉRAIRE (EN) *n.m.*

1. (*Biens et Obl.*) Ce qui sert à compter. Parlant d'une somme d'argent versée, monnaie fiduciaire faisant le compte du montant payé. Donation de numéraire ; encaisser du numéraire¹² ; ordre de n'accepter que du numéraire ou des chèques visés, par opposition à une traite bancaire¹³ ; pourvoir à l'encaissement de chèques en numéraire ou les encaisser pour blanchir du numéraire¹⁴ ; couverture d'assurance contre la perte de numéraire¹⁵.

Occ. Art. 1326(2) C.c.Q.

Rem. 1° Le numéraire est avant tout l'objet servant à compter, telle la borne numéraire, ici en adjectif, jalonnant les routes. Pendant des millénaires, les pièces d'or, d'argent ou de billon servaient à faire le compte du paiement en argent, c'est pourquoi en numéraire est synonyme d'en argent. Aujourd'hui, le paiement en numéraire s'oppose au paiement d'argent en banque dont le montant n'a pas à être compté, étant simplement inscrit au compte par chèque ou virement. **2°** Il est tentant d'identifier le numéraire aux espèces puisqu'en cette acception ils sont synonymes ou presque. Reste néanmoins à remarquer, dans le rapport d'intermédiation du signe, que bien que palpables, les espèces ne jouent pas le rôle de référent, chose concrète du monde sensible, mais sont un signifiant, un artéfact palpable employé dans

(...suite)

chandise, en même temps propriété et marchandise (A. MATER, *op. cit.*, note 1, p. 33-36), plutôt que de prendre conscience de la différence que porte le mode de définition, vrai dit du blé, vrai dit d'une monnaie qui libère d'une somme. Mais dès lors l'argent n'est pas une denrée comme une autre ; denrée autonome, au second degré, sa médiation pour accéder aux autres en fait celle nécessaire, vu l'incommodité du troc.

12. Ce qui suit ne sont que des exemples judiciaires d'emploi du terme : *Gilbert c. Ruel*, 2000 CanLII 3542 (QC C.A.).
13. *Grand Château du cuir BFC Inc. c. Federal Express Canada Inc.*, 2004 CanLII 49602 (QC C.Q.).
14. *R. c. Tremblay*, 2002 CanLII 17044 (QC C.Q.).
15. *Gingras c. Union canadienne Cie d'assurance*, 2004 CanLII 31037 (QC C.Q.).

une communication. Ce dernier ne renvoie pas à un référent, défini en extension ; il indique plutôt son sens (la valeur de vérité *vraie* de son signifié, de son concept), qu'il est vrai qu'une somme d'autant est éteinte. Parfois donc, un signe (lien d'un artefact signifiant au signifié) ne réfère pas à son référent défini en extension, mais précise son intention, son contenu notionnel, ici la notion de récurrence de paiement. Il est un déictique en renvoyant à un contexte énonciatif, l'imputation du paiement à une somme d'argent. Or, ce contexte énonciatif renvoie aussi à un index temporel d'une époque (moment caractérisé par une situation) ultérieure à la réception des espèces en paiement. Car si la monnaie est acceptée en paiement, c'est que, par définition circulaire, elle peut encore libérer d'une somme due : la monnaie est l'extinction d'une somme puis monnaie. Par ce nominalisme, identifié dès la thèse d'Aristote (*Éthique à Nicomaque* 1133a30), la monnaie est, dans la permutation des prestations aux actes juridiques onéreux, le lien facultatif qui reste en substitut explétif de la diversité des besoins changeants des sujets de droit ; par elle on peut payer. Pour les raisons historiques millénaires déjà évoquées, le numéraire rappelle d'abord le calcul d'un montant, alors que les espèces l'incarnent, y donne corps en tant que signifiant linguistique, puisque dire ou dédire un montant tient d'abord de la langue. Les espèces étaient la substance – au sens de matière – de sa substance – au sens d'essence, de concept, celui de montant additionné pour faire le compte. Sui-référentiel (performatif), et, en cela, vide, les espèces d'or ou d'argent reçues signifiaient le prochain versement acquittant la somme prochaine, somme future à être constituée, à être due en tant que prix d'autre chose. Ce mécanisme est remarquable : il réfère à son propre déni, un montant certes, mais certes éteint, libéré ; ce signe opère comme un menteur : il est vrai qu'il dit 'faux', le verser c'est affirmer qu'une somme est désormais éteinte. Pour le référent *extralinguistique* sensible, l'espèce a une qualité au sens propre, couleur, saveur, malléabilité (art. 1563 C.c.Q.) ; une telle qualité n'est pas la propriété abstraite d'un concept, elle ne se résume pas à un signifié linguistique ; on en fait proprement usage, on en a jouissance paisible. Pour la monnaie versée en espèces, sa qualité (art. 2314 C.c.Q.) est sa substance, son signifié, sa signification. Alors que, pour la prestation en nature, la qualité a un présupposé positif, prenant origine dans l'existence du référent qui porte cette qualité, pour les espèces versées en paiement ce signifié est négatif, il éteint, il libère de la somme constituée si elle l'est, lorsqu'elle le sera. La monnaie, sous forme de pièce puis de billet de banque, est une capacité de payer, d'acquitter : elle réserve l'avenir d'une somme en préconstituant l'application possible de son terme extinctif. Le signifié des espèces était, tout comme il l'est aujourd'hui et le sera demain, le tout autre ; l'opération de la pièce de monnaie oriente l'index du discours vers le futur, vers ce qui par essence est absent de la mémoire rétrospective. Déjà, à l'époque médiévale, le numéraire était la pierre angulaire des prestations, son encaissement conduisait le tour de leur suite ; le prix perçu par le ven-

deur lui permettait d'acheter tout ce qui s'offrait par suite au marché, plutôt que d'être pris à troquer immédiatement son bien contre une prestation dont il ne voulait pas dans le seul but de s'en servir comme intermédiaire pour obtenir celle qu'il voulait. **3^o** L'expression « espèces en numéraire » de l'article 1326(2) du *Code civil du Québec* est un pléonasm¹⁶, alors que *numéraire en espèces* ne le serait pas tout à fait, compte tenu de sa seconde acception où telle expression pourrait signifier la somme due, payable en monnaie de papier ou pièces de monnaie. Si l'on avait accepté, à cet article, d'être explicite, l'inventaire de numéraire aurait pu être décrit tel que l'on dresse un bordereau de dépôt, par la désignation du montant et de l'unité monétaire du numéraire, en détaillant le total respectif des coupures des billets de banque et des pièces de monnaie. **4^o** En certains systèmes monétaires, les prix ont un compte rond, et conséquemment l'unité monétaire n'est pas divisée ; alors, 1030 unités en numéraire exprimera ce que l'on exprime ailleurs par 10,30 dans les systèmes dont la monnaie porte divisions au centième.

V.a. argent, espèces, monnaie fiduciaire, montant, nominalisme monétaire.

Angl. cash, specie.

2. (Biens et Obl.) Syn. somme d'argent à être payée. « Le prêt d'argent : sa nature – Le prêt constitue un contrat, à l'origine, simple. Il oblige le prêteur à remettre une chose ou une somme d'argent à l'emprunteur, et ce dernier à les rendre au premier, comme l'exprime l'art. 2329 C.c.Q. L'emprunteur est tenu de rendre la même quantité et qualité de biens qu'il a reçue[s] et rien de plus, quelle que soit l'augmentation ou la diminution de leur prix. Si le prêt porte sur une somme d'argent, il n'est tenu de rendre que la somme nominale reçue, malgré toute variation de valeur du numéraire » (*CIBC Mortgage Corp. c. Vasquez*, [2002] 3 R.C.S. 168, par. 83, j. LeBel¹⁷). En numéraire ou en biens ; répartition en numéraire des biens ; partage en numéraire plutôt qu'en nature ; intérêt sur le numéraire¹⁸ ; legs de numéraire ; montant déclaré en numéraire des dividendes versés.

Occ. Art. 419, 481, 871-872, 898, 1031, 1033-1034, 1127, 1366, 1802, 2329 C.c.Q. ; art. 153, 323, *Loi canadienne sur les coopératives*, L.C. 1998, c. 1 ; art. 43, 224, *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, L.R.C. (1985), c. C-44 ; art. 343, 348, *Loi sur les associations coopératives de crédit*, L.C. 1991, c. 48 ; art. 359, 364, *Loi sur les*

16. Emprunté, semble-t-il du *Code de procédure français* : « Au titre des saisies-exécutions, l'article 590 du *Code de procédure civile* dispose que, s'il y a des « deniers comptants », il sera fait mention du nombre et de la qualité des « espèces » [...] L'article 943 du même code veut que les inventaires de successions contiennent « la désignation des espèces en numéraire ». » ; A. MATER, *op. cit.*, note 1, p. 15.

17. 2002 CanLII 60 (C.S.C.), (2002) 217 D.L.R. (4th) 1.

18. Art. 1366 C.c.

banques, L.C. 1991, c. 46 ; art. 402, 570.26, *Loi sur les sociétés d'assurances*, L.C. 1991, c. 47 ; art. 364, 369, *Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt*, L.C. 1991, c. 45 ; art. 60(2), *Loi sur la Cour suprême*, L.R.C. (1985), c. S-26 ; art. 39(15)(5)(v), *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*, L.R.C. (1985), c. C-3 ; art. 1, *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières*, L.R.Q., c. D-15.1 ; art. 77, 77.3, *Règlement général sur les régimes supplémentaires de rentes*, R.Q., c. R-17, r. 1.

Rem. 1^o Le terme *numéraire* est parfois employé en synonyme de la somme due (art. 1366 C.c.Q. « l'intérêt sur le numéraire » ; *Loi sur les sociétés d'entraide économique*, L.R.Q., c. S-25.1, art. 126 : réserves « en dépôts auprès de la Fédération des numéraires »). Parfois cette somme est due en rapport à la valeur de biens tenus indivisément en partage. Pour sortir de cette indivision, l'on peut partager la valeur pécuniaire des biens, par une liquidation, ou attribuer la valeur respective des biens distribués en nature à chaque indivisaire (art. 419, 481, 871-872, 898, 1031, 1033-1034, 1127, 1802 C.c.Q.). **2^o** La contribution en numéraire atteste immédiatement, de par la forme numérale même de la prestation en argent, de sa valeur pécuniaire, ne nécessitant dès lors pas d'évaluation par comparaison des prix courants (art. 476 C.c.Q.) de biens semblables (art. 1127, al. 2 C.c.Q.). L'apport en numéraire dans les sociétés permet d'emblée de traiter les partenaires sur un pied d'égalité ou de partager entre eux au prorata de leurs mises respectives le produit de réalisation du patrimoine de l'entreprise ; ce type d'apport est donc explicitement prévu parmi ses formes possibles (*Loi canadienne sur les coopératives*, L.C. 1998, c. 1, art. 153 et 323 ; *Loi sur les corporations canadiennes*, S.R.C. 1970, ch. C-32, art. 135.5 ; *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, L.R.C. (1985), c. C-44, art. 43 et 224 ; *Loi sur les banques*, 1991, c. 46, art. 359, 364). Enfin, le numéraire sera parfois une portion requise de la composition de l'actif d'une personne morale pour garantir sa capacité de soutenir le rythme des retraits des sommes déposées chez elle (art. 3, *Règlement de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec sur les fonds de liquidités, de dépôts et d'investissement des fédérations et sur certaines normes financières applicables aux caisses et aux fédérations*, R.Q., c. C-4.1, r. 1). **3^o** Dans les actes à titre onéreux, l'on peut successivement s'approvisionner en biens ou services non financiers, biens fongibles ou biens de consommation, tangibles et semblables d'une époque à l'autre. Varieront d'une époque à l'autre les quantités d'un tel type de bien obtenu pour un même montant donné d'argent, c'est là le sens de l'expression *valeur monétaire* ou *valeur du numéraire* (art. 590 et 2329 al. 2 C.c.Q.). **4^o** Les articles 871 et 872 du Code civil peuvent suggérer le pléonasme *valeur en numéraire*, rendu en langue anglaise par *cash value* une valeur étant par définition en argent, mais l'on comprend qu'il s'agit de rapporter une dette en argent (en numéraire) représentant la valeur du bien en la payant en numéraire. **5^o** Dans un

testament, le legs en numéraire est un legs particulier ; dans son opposition à l'universalité des biens d'un testateur, le legs de « tous mes biens que ce soit » révoque les legs de sommes d'argent effectués quelques années auparavant (*Turpin c. Roch*, [2002] R.L. 124). 6° D'emploi adverbial, les expressions en numéraire, en espèces, en liquide et en argent ont des acceptions proches. *En numéraire* se rapporte au compte exact d'une somme payée en additionnant le montant versé en espèces ; le compte y est ou non¹⁹. *En espèces* renvoie aux billets de banque et aux pièces de monnaie ainsi comptées. *En liquide* peut plus généralement signifier le montant d'argent crédité irrévocablement accessible pouvant être mobilisé. *En argent* signifie d'abord la contrepartie pécuniaire plutôt qu'en nature mais peut renvoyer à sa forme de signe, en espèces. Mais parlant d'une composition de biens, l'expression *en numéraire* vise la somme d'argent due par opposition au transfert de biens à être effectué en dation en paiement²⁰. Par exemple, le paiement d'une prestation compensatoire en numéraire, par opposition au roulement au conjoint des placements d'un régime enregistré d'épargne retraite. Lorsque numéraire est opposé à un régime de placement à imposition différée, verser en numéraire depuis ce régime suggère que le débiteur qui choisit de payer un montant ainsi choisit aussi d'assumer le coût fiscal de la réalisation de cet actif (*Droit de la famille* – 2624, 1997 CanLII 10449 (QC C.A.)). 7° L'apport en numéraire est l'un des indicateurs pouvant mener à déduire des circonstances factuelles la formation d'une société en nom collectif (*Continental Bank Leasing Corp. c. Canada*, [1998] 2 R.C.S. 298, 1998 CanLII 794 (C.S.C.), par. 24).

V.a. argent, pécuniaire, somme d'argent.

Angl. money (in).

-
19. « En fait, devant les atermoiements répétés du défendeur, les demandeurs étaient certainement justifiés d'exiger qu'il effectue ses paiements en numéraire. C'est d'ailleurs le mode de paiement prévu par la loi (art. 1564 C.c.Q.) » (*St-Laurent c. Richard*, 2004 CanLII 13670 (QC C.Q.), par. 19, j. Thérout).
20. « En l'instance, l'objet du litige, tel que plaidé, ne concerne que la question de la nature des condamnations recherchées. Sous un premier volet, on retrouve à l'action une conclusion principale s'apparentant à une action en passation de titre [...]. Dans un deuxième temps, se présente une demande en remboursement de vacances impayées. [...] Ainsi, le premier volet des conclusions de l'action du demandeur recherche l'exécution en nature d'une obligation contractuelle, alors que le second implique plutôt l'exécution en numéraire. » (*Laroche c. Transport Besner Inc.*, 2002 CanLII 27225 (QC C.S.), par. 11 et 13, j. Banford).